

STRATÉGIE DU

DECLIN

volonté politique ou adaptation au monde



par J.C. DUBART (1)

La venue au pouvoir de Giscard d'Estaing, notamment la période qui a suivi les élections législatives de 1978, a été marquée par l'aggravation d'un certain nombre de traits caractéristiques de l'évolution de la société française, par l'approfondissement de la crise économique, sociale, culturelle.

Le parti communiste a qualifié cette stratégie du pouvoir de «stratégie du déclin» alors que Barre voudrait la faire passer pour une «politique d'adaptation de l'économie à une situation changeante».

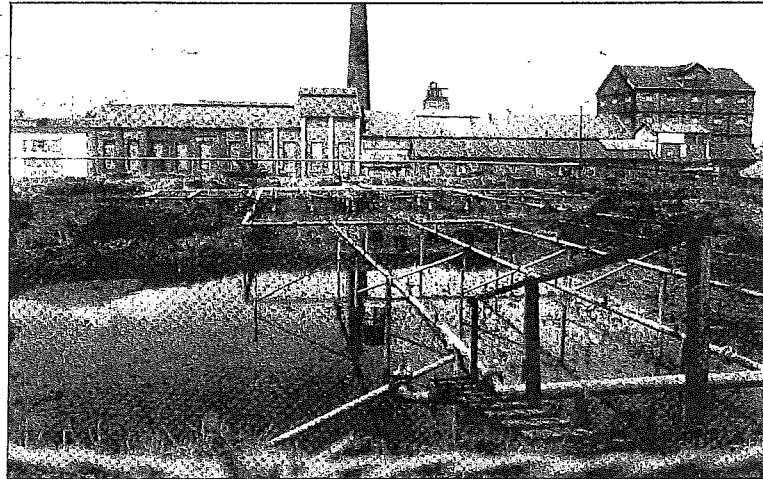
Dans un esprit voisin, le parti socialiste préconise le recours à une stratégie de «gestion douce de la crise» (disait Attali) l'acceptation du «réalisme en matière économique».

En fait, derrière ces formules qu'on voudrait opposer aux communistes, il y a l'idée d'une fatalité de la crise, du caractère avant tout extérieur des facteurs d'aggravation de la situation. Sur cette base, de telles explications alimentent l'arsenal idéologique destiné à justifier, à favoriser les appels au «consensus», à l'union sacrée pour affronter les périls d'une situation qui nous serait imposée par des manœuvres de l'étranger.

Tel est l'enjeu du débat sur cette question.

Pour les communistes, et le projet de résolution du XXIII^e Congrès insiste beaucoup sur cet aspect, les causes fondamentales de la crise que connaît notre pays sont avant tout nationales.

En effet, ce n'est pas l'augmentation du coût du pétrole



La sucrerie Beghin à Saint-Just-en-Chaussée : fermée comme tant d'autres.

ou des matières premières, ni les exportations de produits de tel ou tel pays socialiste ou en voie de développement qui sont la cause de l'inflation dans notre pays, du démantèlement de la sidérurgie, de la construction navale, de la faiblesse des industries de biens d'équipements, de l'absence d'investissements productifs.

La volonté d'indépendance nationale des peuples hier encore dominés, n'explique en aucune façon, ni les choix des grands groupes monopolistes à base française pour une politique d'intégration européenne et plus largement atlantique, ni les options du pouvoir en faveur de tout ce qui permet de renforcer la domination des sociétés multinationales sur notre économie, sur nos régions.

La crise résulte de la domination du grand capital sur les rouges de notre société. Giscard et Barre ont choisi, délibérément, une stratégie conformes aux intérêts des groupes multinationaux à base française ou étrangère, et qui n'a rien de commun ni avec l'intérêt national, ni avec celui des Français.

Tout cela aboutit au déclin du rôle de notre pays. Alors que l'impérialisme se trouve

confronté à l'éclosion de nouveaux rapports de force dans le monde — parce qu'il ne domine plus comme hier l'ensemble des ressources — alors que le capitalisme ne parvient plus à assurer l'essor des forces productives montantes.

En effet, ces intérêts dominants en France commandent aujourd'hui l'intégration de notre économie dans une stratégie mondiale imposée par les sociétés multinationales, la recherche de politiques convergentes avec les grands pays impérialistes, notamment les Etats-Unis, la RFA et le Japon.

Ils conduisent à privilégier le redéploiement de notre économie sur les secteurs jugés rentables par le grand capital et donc à conduire une politique de régression des activités économiques de nombreuses régions, de démantèlement d'industries où la France dispose d'un potentiel de ressources en hommes pourtant riches de promesses. Tout naturellement, ces choix tendent à écarter de plus en plus notre pays d'une politique internationale, si peu que ce soit indépendante par rapport aux orientations des grands états impérialistes. L'attitude vis à vis de l'Europe qu'on veut

nous imposer constitue d'ailleurs, sur cet aspect, une illustration particulièrement éclairante sur les véritables «dessous de cartes».

Oui, le pouvoir cherche à faire accepter aux Français le déclin de toute ambition nationale afin de les sacrifier à l'autel des intérêts d'une oligarchie financière qui ne voit plus d'issue autre que l'asservissement de plus en plus prononcé aux objectifs globaux des sociétés multinationales et de l'impérialisme.

Notre parti est décidé à promouvoir une autre stratégie qui permette à notre peuple de sortir de la crise, qui lui offre d'autres perspectives que celles proposées par le 8^e Plan qui consistent à installer notre pays dans la situation que nous connaissons en renforçant tous les facteurs d'amplification.

L'ambition des communistes c'est de construire vite la France de l'an 2000.

(1) Ingénieur, membre de la section économique du Comité Central, membre du Bureau Fédéral de l'Oise du Pcf.

NOUVELLES BREVES

BORNEL

Après la décision des élus de droite de ne pas voter le budget primitif de la commune, et donc de rendre impossible son adoption, la situation est toujours bloquée à Bornel. Le projet de budget pourrait être prochainement soumis à l'assemblée, en deuxième lecture, par le Préfet. En attendant, les élus de gauche ont rendu publique une déclaration dans laquelle ils soulignent que la droite «profite du décès d'un conseiller municipal de gauche, remet en cause le verdict des Bornellois de mars 1977». Le texte énumère les nombreuses réalisations sociales de la municipalité, et précise que le projet de budget pour 1979, en augmentation de 12% s'inscrit dans la même orientation. Il appelle la population à le soutenir et à l'approuver.

CREIL

Après les incidents qui ont marqué la manifestation anti-militariste du 31 mars à Creil, l'UL Cgt et l'UIB Cfdt notent «qu'il n'est pas possible de ne pas associer ces événements et les récentes déclarations du Président de la République, visant à restreindre le droit d'expression et de manifestation des travailleurs». De son côté, la section de Creil du Pcf, qui souligne également son opposition au projet de gouvernement, rappelle cependant qu'elle est «en désaccord sur le fond avec les objectifs et les mots d'ordre des manifestants».

SAINT-MAXIMIN

Le Conseil Municipal vient d'adopter le budget primitif de la commune, en augmentation de 13% par rapport à l'année dernière. Le montant des feuilles jaunes sera ainsi majoré de 10 à 12%. La municipalité a accordé une attention toute particulière à l'Aide Sociale, dont le budget s'élève cette année à 58 000 F. A noter une très forte augmentation (+61%) du contingent d'Aide Sociale, sorte d'impôt prélevé sur les communes par le département.

AMIENS

Les journalistes de FR3-Picardie ont protesté contre la décision de la direction de la station de ne pas diffuser une émission consacrée à l'interruption volontaire de grossesse. Le Comité Régional Cgt leur a apporté son soutien, en précisant que cet interdit «remet en cause l'indépendance et la liberté d'information des journalistes».